Alain CHATRIOT, *Pierre Mendès France. Pour une République moderne*

Paris, A. Colin, coll. Nouvelles Biographies historiques, 2015, 317 pages

Jean-Louis Clément

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10636>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.10636](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10636)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 469-470

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-Louis Clément, « Alain CHATRIOT, *Pierre Mendès France. Pour une République moderne* », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10636> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10636>

guerrières des oligarchies. Déçu par l'impuissance des cadres étatiques et internationaux, l'europhisme intégral offre une réponse idéale en promettant la réalisation de la paix, de l'intégration économique du continent et de l'État technicien. Son aveuglement sur la question européenne s'explique par le poids du pacifisme, l'opposition au totalitarisme soviétique et une interprétation pour le moins tronquée du nazisme. Une fois encore, il s'agit moins de rupture que de continuité dans la défense de ses idéaux. Dans la conclusion, Éric Busssié (pp. 217-221) rappelle que son engagement s'articule autour d'une organisation de l'économie à même de garantir la paix. Au vu de sa renommée et de ses relations multiples, nombreux sont ses contemporains à lui accorder le statut d'expert. Mais il est davantage un médiateur dont la démarche très personnelle est représentative des interrogations de l'époque.

Au terme de l'ouvrage, dont l'une des qualités est de passer avec aisance d'une époque à une autre, les enseignements sont nombreux. L'angle biographique permet de combler un vide historiographique à propos d'une personnalité importante de la première moitié du ^{xx}^e siècle. Il offre aussi l'occasion de mieux comprendre des trajectoires semble-t-il déroutantes lorsqu'elles s'abîment dans les crises des années 30 ou dans la Seconde Guerre mondiale. Alors que la découverte du sommaire invitait à s'interroger sur la part de reniements auxquels Francis Delaisi avait dû se résoudre, l'examen attentif du discours et une scrupuleuse mise en contexte permettent de saisir la continuité de sa réflexion. Dans la mesure où un engagement en faveur d'un idéal se construit autour d'une pluralité de valeurs, sa signification véritable émerge de la distinction et de la hiérarchisation de celles-ci. Ainsi le publiciste peut-il jouer avec cet ordre pour faire cadrer son discours avec les préoccupations d'une époque sans pour autant se trahir. Au cœur de la question de la reconnaissance publique d'un porte-parole ou d'un expert, la position sociale qu'il occupe surdétermine sa réception. Il faut alors un certain recul pour apercevoir les convergences entre le polémiste en lutte contre le système et la voix autorisée d'une majorité. En définitive, cette étude biographique profite pleinement des analyses serrées des idées et offre un outil précieux pour rendre à la première moitié du ^{xx}^e siècle toute sa richesse et sa complexité.

Jean-René Maillot

Lycée Marcel Cachin, F-93400

jrmallot@yahoo.fr

Alain CHATRIOT, *Pierre Mendès France. Pour une République moderne*

Paris, A. Colin, coll. Nouvelles Biographies historiques, 2015, 317 pages

De son vivant, Pierre Mendès France eut trois historiographes – l'Anglais Donald McCormick, et les Français Jacques Nantet et Alain Gourdon – selon le comput d'Alain Chatriot. Il eût fallu écrire cinq. En effet, le journaliste anglais d'origine russe Alexander Werth (1901-1969) a publié *The Strange history of Pierre Mendès France and the great conflict over French North Africa* (Londres, Barrie, 1957) et Claude Nicolet (1930-2010), à l'aube de la Cinquième République, écrit *Pierre Mendès France ou le métier de Cassandre* (Paris, Julliard, 1959). Cet historien de l'Antiquité attribuait à l'homme politique, fleuron du radicalisme de l'après-Seconde Guerre mondiale, le patronage d'une héroïne de la guerre de Troie aux sinistres prédictions, pour camper son personnage comme un demi-dieu du Panthéon politique français. Depuis sa mort, en 1982, les biographies louangeuses se sont multipliées, celle d'Alain Chatriot étant la neuvième. De même que les hagiographies des saints médiévaux étaient composées selon un plan identique propre à édifier les lecteurs, celui des biographies de Pierre Mendès France semble obéir à un schéma similaire : ce ne sont que des nuances qui distinguent le plan du livre de Jean-Louis Rizzo (*Pierre Mendès France* Paris, Éd. La Découverte, 1994) de celui d'Alain Chatriot. Il importe aux deux auteurs de placer Pierre Mendès France dans le cercle étroit des hommes politiques qui ont refusé le 13 mai 1958 (*putsch* d'Alger). Il est un fait que, en juin 1953, cet homme d'État avait proposé une réforme constitutionnelle. Pour assurer la stabilité gouvernementale, il proposait une sorte de défiance constructive semblable à celle introduite dans la *Grundgesetz* (Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne) allemande de 1949. Faut-il en déduire une attitude de respect inconditionnel du mythique président du Conseil de la Quatrième République à l'égard des institutions d'octobre 1946 ? Une note manuscrite de Georges Pompidou (*Lettres, notes et portraits 1928-1974 Témoignage d'Alain Pompidou*, Paris, R. Laffont, 2012, p. 258) – que, à la différence d'Alain Chatriot, Jean-Louis Rizzo ne pouvait connaître – tend à nuancer fortement cette image de vieux Romain à la mode de Caton l'Ancien dont on veut parer notre personnage : « Février-mars 1956 [...]. Le 1^{er} mars, [le général de Gaulle] voit à 11 h 30, au Lapérouse, Mendès France (1 h 20). Cela se passe bien. P.M.F. vient lui proposer de renverser Guy Mollet et propose une démarche dont il se fait fort auprès de Coty avec Lacoste et Jacquinet (je crois) pour appeler le Général ». Ce renversement du

gouvernement Mollet – investi en février 1956 par une majorité parlementaire de Front républicain à la suite des élections anticipées de janvier 1956 et dont Mendès France était un des garants – se serait fait certes dans le respect formel des règles constitutionnelles, mais on est en droit de se demander si on ne flirtait pas déjà avec la « fraude à la Constitution » selon l'expression du professeur Georges Liet-Veaux en 1943 (« La "fraude à la Constitution" : essai d'une analyse juridique des révolutions communautaires récentes », *Revue du droit public*, pp. 116-150) car l'esprit des institutions était violé.

Testis unus, testis nullus (témoin unique, témoin sans valeur) dit l'adage latin. Pourtant l'historien de la période très contemporaine de la France ne peut pas rejeter ce témoignage écrit au moment même où les événements se déroulaient. Il a le devoir de trouver le motif politique profond qui pourrait expliquer, du moins partiellement, ce qui peut apparaître comme une forfaiture ourdie par un des chefs de la majorité gouvernementale. La notion de « modernité » ne serait-elle pas susceptible de rendre compte de l'ensemble de la pensée et de l'action politique de Pierre Mendès France ? L'adjectif *moderne* orne le titre d'un de ses livres (*La République moderne*, Paris, Gallimard, 1962). Encore faut-il définir correctement et le substantif et son adjectif dérivé car Pierre Mendès France ne fut pas le premier à les utiliser. En 1925, André François-Poncet publiait *Réflexions d'un républicain moderne* (Paris, B. Grasset), apportant sa pierre à la construction de ce qu'il est convenu d'appeler l'État économique dont le président du Comité des Houillères de France, Henri de Peyerimhoff (« Les formules modernes d'organisation économique », *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1929, p. 452), dessinait les contours en ces termes : « Dans le même temps, la matière dont le législateur avait à s'occuper principalement a évolué d'une manière saisissante. L'État de 1850 était une machine juridique et une machine militaire. L'État de 1930 est, avant tout, une machine économique ». Ceci étant posé, il est regrettable que les années de formation de Pierre Mendès France ne soient pas éclairées, dans ce livre, par ce thème qui connaît pourtant des études sérieuses, certes anciennes mais bien documentées, comme celle de Gérard Brun (*Technocrates et technocraties en France 1914-1945*, Paris, Albatros, 1985). Le mouvement « Jeune Turc », dont Pierre Mendès France fut un des fleurons, n'est pas replacé non plus dans la perspective plus générale du mouvement « Jeune » qui s'épanouit à la charnière des années 20-30 du xx^e siècle français dans beaucoup de formations politiques. Ce contexte aurait expliqué la participation de notre héros à l'aventure éditoriale

de Georges Valois (1873-1945) qui a publié son étude sur la Banque internationale en 1930 parallèlement aux travaux de Pierre Dominique ou de Samy Beracha dont les sensibilités politiques furent soit différentes, soit opposés à celle de leur éditeur mû perpétuellement par un prophétisme positiviste œcuménique. La diversité des voies choisies par les « Jeunes » cachent mal l'identité de but de tous ces projets : construire l'État moderne ou économique. Ce point explique la relation amicale que le jeune couple Mendès France a entretenue avec le jeune couple Edgar Faure : le radical de droite à la façon de languedocienne milite pour l'État moderne, mais il se place, pour sa part, dans le sillage d'Alexandre Millerand et du professeur de droit Achille Mestre (Maurice Carrez, *Edgar Faure. La robe, la plume et la politique*, Pontarlier, Éd. Le Belvédère, 2012). C'est dans le sillage de ce dernier et de Georges Valois que Pierre Mendès France croise Philippe Lamour qui obtient du président du Conseil, en février 1955, la signature du décret portant création de la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc qui place l'État dans la fonction presque exclusive de producteur (Philippe Lamour, *Le Cadran solaire*, Paris, R. Laffont, 1980, p. 340). Il se peut aussi qu'Alain Chatriot n'est pas vu que le fonds d'archives constitué par Pierre Mendès France était marqué au coin de son historicisme économique. Il a classé ses propres documents avec des notes assurément anachroniques sur l'influence exercée sur lui par l'économiste anglais, si l'on suit les analyses données à ce sujet par Pierre Rosanvallon (« Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, vol. 2, 4, 1987, pp. 22-56). En dépit de notations très intéressantes sur les prises de positions économiques de Pierre Mendès France pendant l'été 1936 où il eût préféré que la dévaluation précédât la réévaluation des salaires, cet ouvrage reste corseté par l'historiographie actuelle de la France contemporaine qui considère la notion d'État économique comme une évidence incontestable qu'il serait indécent de problématiser. Cette autocensure mutile la réalité car elle ne permet pas de faire le détour qui consiste, pour l'historien, à considérer qu'il essaie de restituer un passé posé comme définitivement révolu et comme ne portant pas les germes d'un avenir improbable.

Jean-Louis Clément

IRCM, Institut d'études politiques de Strasbourg,

F-67082

j.clement@unistra.fr